

système économique actuel, en vertu duquel peu importe l'endroit où l'on place le système de taxation, peu importe la priorité que l'on donne au gouvernement central, aux gouvernements provinciaux, aux gouvernements municipaux, nous serons toujours face au même problème qui est de payer des intérêts et de couvrir des dettes que nous ne sommes pas capables de couvrir, pas plus que le gouvernement fédéral dans son ensemble n'est lui-même capable de le faire.

Nous savons, par exemple, que l'an dernier, la dette nationale a augmenté d'environ 760 millions de dollars et qu'au même moment le gouvernement fédéral était obligé de payer en intérêts sur la dette près de 800 millions de dollars.

On se demande où est le déficit et pourquoi le gouvernement n'est pas en mesure de progresser sur le plan économique. Eh bien, il n'est pas nécessaire de chercher bien longtemps, car les chiffres qui sont publiés dans les comptes publics du Canada sont si clairs et évidents qu'ils nous permettent de réaliser facilement où est le problème et pourquoi le gouvernement n'est pas capable de faire face à ses obligations. Ce n'est pas parce que les provinces en veulent trop, ce n'est pas parce que les municipalités en veulent trop, ce n'est pas non plus parce que le gouvernement fédéral en veut trop; c'est parce que le système économique actuel est mauvais et que ni la planification, ni la centralisation, ni aucune autre des propositions qui ont été faites par l'honorable député ne peut le régler. Il s'agit d'un problème typiquement et purement économique. Évidemment, sur ce problème économique s'est greffé un problème de langue, un problème de culture qui concourent à aggraver encore la situation et à raidir les positions de part et d'autres.

Lorsque les provinces se sont unies dans le but de former ce qu'on a appelé la Confédération, elles l'ont fait pour s'aider mutuellement dans les domaines où il valait mieux être unies qu'isolées. Cependant, nous sommes arrivés aujourd'hui à une situation contre laquelle la province de Québec a sans doute été la première à réagir. La province de Québec, pour des raisons politiques, bien sûr, dans une très grande proportion, à la suite du réveil de sa population, a constaté qu'elle devait elle-même être maîtresse de sa destinée, tout en faisant partie d'une association de provinces, mais que si elle ne pouvait exécuter ce pourquoi elle était constituée, il fallait qu'elle le demande au gouvernement fédéral. Différentes provinces ont ensuite décidé d'adopter, d'une façon plus ou moins analogue, l'attitude prise par la province de Québec.

Je soumets personnellement, monsieur le président, qu'une confédération forte implique des provinces fortes, et non pas des provinces faibles qui s'affaiblissent afin de renforcer le gouvernement central.

Là n'est pas la solution. Que nous permettions aux provinces d'être fortes, que nous leur permettions de faire honneur aux obligations auxquelles elles ont à faire face dans les domaines qui leur sont réservés par la constitution, domaines qui leur sont chers parce qu'ils leur ont été réservés par la constitution et parce qu'au moment de leur union, ils avaient exigé que certaines choses relèvent des provinces, alors que d'autres pouvaient relever du gouvernement central.

Évidemment, on a parlé d'un système de péréquation ou d'égalisation, comme on dit en anglais. Encore là, étant donné que l'on a assisté à la création libre d'une association libre de provinces libres, je crois que les provinces, entre elles, devraient trouver une solution au problème de la péréquation.

Je ne crois pas qu'il revienne au gouvernement fédéral d'imposer un système de péréquation, ici. Le premier système était mauvais; si celui qu'on a actuellement ou qui a été proposé dernièrement est un expédient politique, comme le disait le député de Burnaby-Coquitlam, cela ne veut pas dire que le tout doit toujours être soumis à la décision du gouvernement fédéral. Que les provinces, entre elles, décident d'établir un système de péréquation adéquat afin de permettre la réalisation d'une économie équilibrée dans le pays.

Il ne s'agit pas d'être égoïste, de tout vouloir pour soi-même et de ne rien donner aux autres. Nous devons travailler en coopération très rapprochée. Si les contacts se font de plus en plus fréquents entre les différentes provinces, je suis persuadé que la collaboration sera d'autant plus grande.

Ce que les gens veulent, c'est non seulement être en mesure d'exercer chez eux les fonctions qui sont de leur compétence, mais aussi de permettre aux autres provinces de pouvoir en faire autant.

On a parlé tout à l'heure des provinces maritimes. J'ai visité ces provinces à plusieurs reprises. Ce sont des provinces qui, sur le plan économique, ont été plutôt défavorisées, et ce à cause de préjugés politiques, parce que, malheureusement, ce qui nous a menés depuis les premières années de la Confédération, cela a toujours été des considérations d'ordre politique.

Lorsque le gouvernement a pris des décisions, c'était en fonction des votes qu'il voulait obtenir afin d'être en mesure de conserver le pouvoir et de gouverner.